



## **Section SUD Laser Contact**

11 place de Verdun 59650 Villeneuve d'Ascq

e.mail : [sudtelecom@sudptt59.org](mailto:sudtelecom@sudptt59.org)

Tel : 03 20 67 20 09

V/ Ascq le 26 novembre 2012

# **SOLDES DE 50% SUR LES EMPLOIS A LASER CONTACT !**

*Toutes nos craintes étaient, malheureusement, justifiées. Le gigantesque jeu de monopoly que se livrent les donneurs d'ordre (opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet) et les entreprises prestataires de services pourrait se traduire par des dizaines de milliers d'emplois en moins dans le secteur, sauf si...*

*Les salarié-es du site Laser Contact qui vient de perdre ses contrats Bouygues pour la France ,et, ceux de Webhelp qui ont perdu tous les contrats avec Orange, sont les plus menacés.*

*La rumeur, qui court sur notre site, semble fondée puisqu'il n'y aurait plus que la moitié des postes de travail de conseillers clientèle au 1<sup>er</sup> février 2013 !*

*Pour le syndicat SUD d'autres choix sont possibles, mais à condition que les salarié-es prennent leurs affaires en mains et agissent !*

## **UN SECTEUR D'ACTIVITE EN CROISSANCE MALGRE LA CRISE.**

Le secteur des centres de contacts clients externalisés a connu une croissance de son chiffre d'affaires de 10% en 2011, comme l'avoue le syndicat des patrons de centres d'appels (le SP2C), et alors que la croissance était en berne dans presque tous les autres secteurs d'activité.

Comment justifier dans ces conditions que les salarié-es fassent les frais de la glotonnerie des actionnaires se traduisant par des licenciements, des délocalisations et un blocage des salaires depuis des années !

Mais bien sûr, obtenir le maintien des emplois et l'amélioration des conditions de vie au travail ne se fera pas sans que les salarié-es se battent ensemble, et non pas site par site, pour obliger le nouveau numéro 3 des centres d'appels en France, qu'est devenu Armatix Laser Contact, à garantir le maintien des emplois et d'un volume d'appels traités en France.

**Cette revendication est valable à Villeneuve d'Ascq comme à Poitiers, chez Laser Contact, et est transposable à Webhelp, comme à Acticall ou Teleperformance !**

## **LE SYNDICAT SUD EST A L'INITIATIVE...**

En l'absence de toute communication des élus du Comité d'Entreprise vers les salarié-es là où les emplois sont menacés, le représentant SUD sur le site de Villeneuve d'Ascq a pris la décision de contacter les élu-es présents à Poitiers.

En effet, à ce jour ces élu-es n'ont enclenché aucune action contre les plans prévus par la direction, alors qu'il existe des moyens légaux mis à la disposition des Comités d'Entreprise en cas de menace pour les emplois.

Et ce n'est pas parce que la direction dit qu'elle ne mettra pas en place de plan de licenciements économiques (le fameux Plan de Sauvegarde de l'Emploi), car cela reviendrait « trop cher » (sic !), qu'il n'y a rien à faire, bien au contraire !

## **ALLONS NOUS ATTENDRE DE NOUS FAIRE TIRER UN PAR UN COMME DES LAPINS ?**

- Le Comité d'Entreprise peut utiliser les services d'un expert comptable pour vérifier les comptes de l'entreprise et du groupe, comme l'autorise l'article **L 2323-79** du **Code du travail**. Le coût de cette expertise annuelle des comptes est à la charge exclusive de l'employeur et son rapport que servir de base au déclenchement d'une alerte économique.
- Le Comité d'Entreprise dispose de la possibilité de déclencher un Droit d'Alerte économique comme le prévoit l'article **L 2323-78** du **Code du travail**.

Il y avait 318 salarié-es sur le site de Villeneuve d'Ascq au 1<sup>er</sup> janvier 2012 et il n'en restait déjà que 218 au 1<sup>er</sup> novembre. A coups de non renouvellement de CDD et de licenciements de CDI sans cause réelle et sérieuse, la direction s'est déjà débarrassée d'un tiers des emplois pour des raisons qui sont en réalité économiques !

**Cependant, rien ne permettra de casser ces projets patronaux sans que les salarié-es, soutenus par les organisations syndicales, qui contestent la logique du « tout pour l'actionnaire », ne se mobilisent et mettent toutes leurs forces dans la balance.**

**Un plan d'actions doit se mettre en place, sans attendre que le couperet tombe, car l'absence de mise en Plan de Sauvegarde de l'Emploi signifie que la direction a l'intention de multiplier les licenciements individuels dans les deux mois qui viennent.**

**SUD propose dès aujourd'hui à la CGT de se rencontrer afin de préparer ensemble la riposte afin d'empêcher les licenciements et d'obtenir des garanties sur la pérennité du site !**